

BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n°de dépôt : **A2007/022854**
n°de gestion : **2002D02533**
n°SIREN : **398 384 198 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 22/10/2007 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

**"RSM CCI CONSEILS" COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE DE
CONTROLE D'INFORMATION ET DE CONSEILS société d'exercice libéral par actions
simplifiée**

2 bis rue de la Tête D'or 69006 Lyon -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

statuts mis à jour (2 exemplaires)
procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire (2 exemplaires)
procès-verbal du conseil d'administration (2 exemplaires)
attestation de dépôt des fonds (2 exemplaires)
**déclaration de conformité (Article 374 de la loi du 24/07/1966) (2
exemplaires)**

Concernant les évènements RCS suivants :

décision sur la modification du capital social
fusion absorption
modification du nom commercial

« RSM CCI CONSEILS »

**COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE, DE CONTROLE,
D'INFORMATION ET DE CONSEILS**

Société d'exercice libéral par actions simplifiée

**au capital de 1 973 440 €
Siège social : 2, Bis Rue Tête d'Or
69006 LYON**

398 384 198 RCS LYON

STATUTS MIS A JOUR LE 1^{ER} OCTOBRE 2007

**DE TOUTES MODIFICATIONS INTERVENUES
DEPUIS LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE**

**CERTIFIEE CONFORME
PAR LE PRESIDENT
A LYON LE 1^{ER} octobre 2007**

M. Pierre-Michel MONNERET

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized first name and a checkmark at the end.

STATUTS

ARTICLE 1 – FORME

La société initialement constituée sous la forme de société à responsabilité limitée en date du 20 septembre 1994, a été transformée en société anonyme à directoire et conseil de surveillance suivant décision des associés en date du 15 mars 1995. Puis elle a adopté le système moniste à conseil d'administration aux termes de l'assemblée générale mixte des actionnaires réunie le 11 mars 2002.

Elle a été transformée en société d'exercice libéral par actions simplifiée en date du 10 juin 2002.

Elle continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par :

- les dispositions de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée notamment par la loi n°2001-420 du 15 mai 2001 ;

- les dispositions des articles L.227-1 à L.227-20 et L.244-1 à L. 244-4 du code de commerce ;

- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L. 225-17 à L.225-126 du Code de commerce, et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du code civil ;

- les dispositions législatives et réglementaires régissant l'organisation et l'exercice des professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes ;

- les dispositions des présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La société n'est pas et n'entend pas devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne au sens de l'article L. 227-2 du code de commerce.

Tout appel public à l'épargne lui est interdit.

ARTICLE 2 – OBJET

La présente société par actions simplifiée continue d'avoir pour objet, en France et à l'étranger :

L'exercice de la profession d'expert comptable et de commissaire aux comptes telles que ces professions sont définies par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises de toute nature à l'exception, et sous le contrôle du Conseil de l'Ordre, de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées aux articles 2 et 22, 7° alinéa de l'ordonnance 45-2138 du 19 septembre 1945, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination de la société est :

**« RSM CCI CONSEILS »
COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE, DE CONTROLE,
D'INFORMATION ET DE CONSEILS**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « société d'exercice libérale par actions simplifiée » ou des initiales « S.E.L.A.S. », de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro d'identification SIREN et la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social reste fixé à LYON (69006) – 2 bis, rue Tête d'Or.

Le transfert du siège social, la création le déplacement, la fermeture de bureaux secondaires, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société reste fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, soit jusqu'au 22 septembre 2093, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS

I. Lors de la constitution, il a été apporté la somme de 50.000 francs en espèces qui a été déposée à un compte ouvert à LA LYONNAISE DE BANQUE, agence de LYON REPUBLIQUE, 8 Rue de la République, LYON (1^{er}).

II. Aux termes d'un contrat d'apport partiel d'actif en date du 14 février 1995, il a été fait apport à la société CCI CONSEILS - COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE, DE CONTROLE D'INFORMATION ET DE CONSEILS de sa branche complète et autonome d'activité d'expert comptable et de commissaire aux comptes pour une valeur nette de 9.877.700 francs, lequel a été rémunéré par l'émission de 98.777 parts nouvelles attribuées à la société apporteuse.

A la même date du 15 mars 1995, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 8.400 francs pour le porter à 9.936.100 francs par création de 84 parts nouvelles de 100 francs, libérées intégralement par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

III. L'Assemblée Générale Mixte du 27 février 2001 a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 63.900 francs pour le porter à 10.000.000 francs par la création de 639 actions nouvelles de 100 francs chacune émise au pair à libérer lors de leur souscription en numéraire.

Le Directoire réuni le 12 mars 2001 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation du capital social décidé par l'Assemblée Générale Mixte du 27 février 2001.

IV. L'Assemblée Générale Mixte du 27 février 2001 a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 495.312 francs pour le porter de 10.000.000 F à 10.495.312 francs par incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le compte « Autres Réserves » ; cette augmentation de capital a été réalisée par élévation de la valeur nominale des 100.000 actions existantes de 100 francs à 104.95312 francs.

V. L'assemblée Générale Mixte du 11 juin 2007 a décidé d'augmenter le capital social de 16.000 euros pour le porter de 1.600.000 euros à 1.616.000 euros, par l'émission de 1.000 actions nouvelles de numéraire émises au prix de 50 euros par titre, comprenant 16 euros de valeur nominale et 34 euros de prime, à libérer par des versements en espèces.

Le Conseil d'Administration réuni le 10 septembre 2007 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale du 11 juin 2007.

VI. Aux termes d'un projet de fusion en date du 21 juin 2007, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} octobre 2007, la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) (379 928 666 RCS LYON) a fait apport-fusion à la société RSM CCI CONSEILS de la totalité de son actif moyennant la prise en charge de son passif ; l'actif apporté s'est élevé à 914 851 €. Il a été rémunéré par une augmentation de capital de 357 440 € par création de 22 340 actions nouvelles de 16 € de valeur nominale chacune.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 1 973 440 euros, divisé en 123.340 actions de 16 € chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

I – Le capital social peut être augmenté, soit par l'émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

L'émission d'actions nouvelles peut résulter :

- soit d'apports en nature ou en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par un versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société ;
- soit de l'utilisation de ressources propres à la société sous forme d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission ;
- soit de la combinaison d'apports en numéraire et d'incorporations de réserves, bénéfices ou primes d'émission,
- soit de la conversion ou du remboursement d'obligations en actions.

Sauf s'il s'agit du paiement du dividende en actions, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du conseil d'administration est seule compétente pour décider une augmentation de capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par la loi.

En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés sur requête par le Président du Tribunal de Commerce.

II – La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fonds, la régularisation a eu lieu.

III – La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de Commerce.

IV – Enfin, la collectivité des associés décidant l'augmentation ou la réduction du capital peut déléguer au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions de numéraire sont libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux administrateurs et dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS – LISTE DES ASSOCIES – REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE.

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en compte « nominatifs purs » ou « nominatifs administrés » selon les modalités prévues par le « cahier des charges des émetteurs – teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM » approuvé par la Direction du Trésor, par la société au nom de chaque associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur pour les sociétés anonymes.

La liste des associés sera communiquée au Conseil régional de l'Ordre des experts comptables et à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Le capital et les droits de vote doivent être détenus par des Experts Comptables, directement ou indirectement par une société inscrite à l'ordre, à hauteur au moins des deux tiers, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'ordre, ne peut détenir de participation au capital ou des droits de vote de nature à compromettre l'exercice de la profession ou l'indépendance des associés experts comptables et le respect des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Les trois quarts du capital doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L.225-218 du Code de commerce.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les actionnaires ou associés non-commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Les représentants permanents des sociétés de commissaires aux comptes associés doivent être des commissaires aux comptes.

Enfin et conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 31 décembre 1990, plus de la moitié du capital social et des droits de vote doit être détenue par des professionnels en exercice au sein de la société.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni et agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les actions sont transmissibles sous les conditions suivantes :

Procédure d'agrément :

Toutes cessions ou mutations d'actions, y compris entre associés, à quelque titre que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent pour devenir définitives, être autorisées par les deux tiers des associés exerçant la profession au sein de la société, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990.

En cas de transmission entre vifs, la demande d'agrément, qui doit être notifiée à la société indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux.

Le Président doit convoquer les associés en assemblée générale extraordinaire pour statuer sur l'agrément, étant rappelé que seuls les associés exerçant la profession au sein de la société peuvent prendre part au vote. Le Président notifie l'agrément ou le refus avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. L'assemblée des associés n'est jamais tenue de faire connaître les motifs de l'agrément ou du refus.

Si l'agrément est donné, la cession est régularisée dans les conditions prévues et sur les justifications requises par les dispositions en vigueur. Si l'agrément est refusé, les associés exerçant la profession au sein de la société sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, de faire acquérir les actions par une ou plusieurs personnes associées ou non, choisies par eux. Ils doivent notifier au cédant le nom des personnes désignées par le conseil d'administration, l'accord de ces dernières et le prix proposé. L'achat n'est réalisé, avant l'expiration du délai ci-dessus, que s'il y a accord sur le prix.

A défaut d'accord constaté par tout moyen dans les quinze jours de la notification du refus d'agrément, le prix est déterminé par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des cours et tribunaux soit par les parties soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de cette expertise sont supportés par moitié par le cédant et la société.

Au cas où le cédant refuserait de consigner la somme nécessaire lui incombant pour obtenir cette expertise quinze jours après avoir été mis en demeure de la faire, il serait réputé avoir renoncé à son projet de cession.

Si le prix fixé par l'expert est, à l'expiration du délai de trois mois, mis à la disposition du cédant, l'achat est réalisé à moins que le cédant ne renonce à son projet de cession et conserve en conséquence les actions qui en faisaient l'objet.

Avec le consentement du cédant, les associés exerçant la profession au sein de la société peuvent également, dans le même délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, faire acheter les actions par la société elle-même, si la réduction nécessaire du capital pour l'annulation desdites actions est autorisée par l'assemblée générale extraordinaire des associés.

En cas de mutation par décès, ces dispositions s'appliquent aux héritiers et ayants droit du titulaire des actions, lorsqu'ils doivent être agréés comme associés ; ces héritiers et ayants droit sont tenus de présenter toutes justifications de leurs qualités. Le refus d'agrément ne leur laisse, à défaut d'accord sur le prix, que la possibilité de demander l'expertise.

Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois, à la demande de la société par ordonnance non susceptible de recours du président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé.

En cas d'augmentation de capital, la transmission du droit de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à autorisation du conseil d'administration suivant les distinctions faites pour la transmission des actions elles-mêmes.

Les notifications des demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues au présent article sont toutes faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément des associés exerçant la profession au sein de la société conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 31 décembre 1990, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement d'actions ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la société.

Toute cession d'actions intervenue en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés et sous réserve des dispositions légales impératives.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DU CONTROLE D'UNE SOCIETE ASSOCIEE

Toute société associée doit notifier à la société la liste de ses propres associés et la répartition entre eux de son capital social. Lorsqu'un ou plusieurs de ces associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la société associée.

Tout changement relatif à ces informations doit être notifié à la société dans un délai de quinze jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers. Toutes ces notifications interviennent, soit par acte extrajudiciaire soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de modification du contrôle d'une société associée au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, l'exercice de ses droits non pécuniaires est de plein droit suspendu à compter de la date de modification.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le président consulte la collectivité des associés exerçant la profession au sein de la société délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires sur les conséquences à tirer de cette modification.

Celle-ci agréée la modification ou impartit à la société associée intéressée un délai d'un mois pour régulariser sa situation.

A défaut de régularisation dans le délai imparti, la société intéressée sera exclue de la société dans les conditions ci-après prévues.

Si, au terme de la procédure d'exclusion, celle-ci n'est pas prononcée, la suspension des droits non pécuniaires cesse immédiatement.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 13 – EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du Tableau des experts comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses actions afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 10 pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 14 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, chaque action bénéficie de toutes exonérations fiscales ou de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information permanente ou préalable aux consultations collectives ou assemblées générales, droit de poser des questions écrites avant toute consultation collective ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, dans les limites énoncées à l'article 21 ci-après.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.
La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaire de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 15 – INDIVISIBLE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considérée comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

ARTICLE 16 – NU PROPRIETE – USUFRUIT

Sauf convention contraire notifiée à la société, les associés détenant l'usufruit d'actions représentent valablement les associés détenant la nue-propriété ; toutefois, le droit de vote appartient à l'associé détenant l'usufruit pour les délibérations concernant les décisions collectives extraordinaires.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les conditions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-propriété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'associé détenant la nue-propriété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-propriété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-propriété peut exiger le emploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à l'usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propriétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

En cas de remise en gage par un associé de ses actions, l'associé débiteur continue de représenter seul ces actions.

Les actions indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 10, alinéas 6 et 8, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts comptables ou commissaires aux comptes.

ARTICLE 17 – RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE

Les experts comptables assument dans tous les cas, la responsabilité de leurs travaux et activités.

Les travaux et activités doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

Les commissaires aux comptes engagent leur responsabilité dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 18 – DIRECTION DE LA SOCIETE

Président :

La société est représentée par un Président qui est un des associés exerçant la profession au sein de la société.

Le Président représente la société à l'égard des tiers.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société d'exercice libéral par actions simplifiée.

Au cours de la vie sociale le Président est nommé, renouvelé et remplacé par une décision du conseil d'administration prise à la majorité des administrateurs.

La durée du mandat du Président est fixée à six ans prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenu dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charges attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision du conseil d'administration.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le Président, personne physique, peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Les fonctions du Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois lequel pourra être réduit lors de la consultation du conseil d'administration qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressé à chacun des administrateurs par lettre recommandée.

Le Président personne physique sera considéré comme démissionnaire à la date où il aura atteint l'âge de 75 ans révolus.

Le Président est révocable à tout moment par décision du conseil d'administration prise à la majorité des administrateurs.

La décision de révocation du Président peut ne pas être motivée.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de Grande Instance pour cause légitime à la demande de tout associé.

La révocation du Président dont le mandat social est rémunéré, ouvre droit à son profit au versement par la société, à titre d'indemnité de cessation des fonctions, d'une somme correspondant à 6 mois de traitement calculée sur la moyenne des traitements bruts mensuels perçus par le Président révoqué au cours des douze derniers mois, sous déduction de toute prime quelconque ainsi que de toute rémunération liée à l'existence éventuelle d'un contrat de travail avec la société.

Toutefois, au cas où la révocation du Président, personne physique, serait motivée par une faute, aucune indemnité ne sera due au Président révoqué.

Pouvoirs du Président :

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant, le cas échéant, les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix et notamment aux administrateurs ci-après prévus certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

En outre, le Président préside le Conseil d'Administration ci-après prévu.

Directeurs Généraux

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux qui doivent être des personnes physiques associées exerçant la profession au sein de la société.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de 75 ans. Si un directeur général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'administration.

Les pouvoirs des directeurs généraux sont définis par le Conseil d'administration dans sa décision de nomination.

A défaut d'une telle définition, les directeurs généraux auront les mêmes pouvoirs que le Président.

Le Conseil d'administration détermine le montant de la rémunération, fixe ou proportionnelle, des directeurs généraux.

Conseil d'Administration

Il est créé un Conseil d'administration, composé de tous les associés exerçant leur profession au sein de la société.

La moitié au moins des administrateurs doivent être des experts comptables membres de la société, et les trois quart au moins doivent être des commissaires aux comptes.

La personne morale administrateur est représentée par son représentant légal, sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment au cours de son mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient administrateur en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du Conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables aux administrateurs de la société par actions simplifiée.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés et remplacés par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

La durée du mandat des administrateurs est fixée à six ans prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'âge limite, pour une personne physique, à l'exercice des fonctions d'administrateur est fixé à 75 ans révolus.

L'administrateur personne physique sera considéré comme démissionnaire à la date à laquelle il aura atteint ledit âge limite.

Les fonctions d'administrateur prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Les administrateurs peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement de l'administrateur démissionnaire.

Un administrateur peut être révoqué par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, l'administrateur dont la révocation est envisagée ne pouvant prendre part au vote :

- En cas de non-respect des dispositions qui s'imposent à lui en tant qu'associé ;
- En cas d'absence non justifiée à plus de trois réunions consécutives du conseil d'administration ;
- En cas de violation du secret des délibérations du conseil d'administration à l'exception de celles ayant fait l'objet d'une publication ;
- En cas pour les administrateurs personnes physiques, d'incapacité de travail.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'administration peut, entre deux consultations de la collectivité des associés, procéder à des nominations à titre provisoire par voie de cooptation, sous réserve de ratification par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Le Conseil d'administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

Les administrateurs pourront cumuler leurs fonctions avec un contrat de travail effectif. Le contrat de travail pourra être préexistant ou consenti par le Président après leur nomination en qualité d'administrateur.

Pouvoir du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et diriger la société et pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au Président et aux décisions collectives des associés.

Chaque administrateur a le pouvoir de représenter la société, dans le cadre d'une délégation de pouvoirs du Président.

Le Conseil peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis à leur examen.

Le Conseil d'administration sera, conformément à l'article 432-6 du Code du travail, l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par ce même article.

Organisation et délibérations du Conseil

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation du Président faite par tous moyens et même verbalement, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration peut également être convoqué par un de ses membres au cas où celui-ci ne l'aurait pas été plus de deux mois après sa dernière réunion.

Le conseil d'administration ne délibère valablement qu'aux conditions de quorum et de majorité suivante :

En cas de convocation verbale du conseil, il ne peut valablement délibérer qu'en présence de la totalité de ses membres.

En cas de convocation par lettre simple, le conseil ne peut valablement délibérer qu'en présence des trois quarts de ses membres.

En cas de convocation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le conseil ne peut valablement délibérer qu'en présence de la moitié de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner, par lettre ou tout autre moyen de télécommunication, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil.

Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule des procurations reçues par application de l'alinéa précédent.

Les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du Président de séance et d'au moins un administrateur.

Rémunération des administrateurs

L'assemblée Générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le conseil d'administration.

Cumul de mandats

Il est rappelé qu'un expert comptable peut participer à la gérance, au conseil d'administration ou au conseil de surveillance de quatre sociétés membres de l'ordre des experts comptables ; il peut détenir quatre mandats supplémentaires dans les sociétés dont le capital est détenu à concurrence de 20 % au moins par une autre société inscrite à l'ordre dans laquelle il exerce déjà les fonctions d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance.

ARTICLE 19 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES.

En application des dispositions de l'article L.227-10 du Code de Commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 5 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Toutefois, seuls les associés exerçant leur profession au sein de la société prennent part aux délibérations lorsque les conventions en cause portent sur les conditions dans lesquelles ils y exercent leur profession.

En application des dispositions de l'article L.227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux dirigeants (Président, Directeur Général, membre du conseil d'administration), personnes physiques, ainsi qu'à leurs conjoints, ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant au autrement, ainsi que de cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 20 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; les fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Au cours de la vie sociale, les commissaires aux comptes sont nommés, renouvelés et remplacés par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Dans le cas où il deviendrait nécessaire de procéder à la nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes et où la collectivité des associés négligerait de la faire, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, la désignation d'un commissaire aux comptes, le Président de la société dûment appelé ; le mandat ainsi conféré prendra alors fin lorsqu'il aura été pourvu par la collectivité des associés à la nomination du ou des commissaires.

Afin de préserver l'indépendance des commissaires à l'égard de la société et de ses dirigeants, toute nomination de commissaire aux comptes est soumise aux règles d'incompatibilité édictées par les dispositions de l'article L. 225-224 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les articles L. 225-218 à L. 225-242 du Code de commerce.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- De vérifier les valeurs et les documents comptables de la société,
- De contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur,
- De vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la société.

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Les commissaires aux comptes sont indéfiniment rééligibles. Leur renouvellement doit être décidé par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, la reconduction tacite dans leurs fonctions étant inopérante.

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la société.

En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le commissaire aux comptes suppléant accède de plein droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci. En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celle-ci mais seulement par décision de justice.

La révocation du commissaire aux comptes peut être demandée :

- Par le Président de la société ;
- Par un ou plusieurs associés représentant au moins de dixième du capital social ;
- Par la collectivité des associés ;
- Par le comité d'entreprise ;
- Par le ministère public.

La demande de révocation du commissaire aux comptes doit être présentée devant le Président du Tribunal de Commerce qui statue en la forme de référé.

ARTICLE 21 – DECISIONS COLLECTIVES

Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation des administrateurs ;
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;
- Transfert du siège social, création, déplacement ou fermeture de bureaux secondaires, agences et dépôts ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opération de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- Transformation de la société ;
- Prorogation de la durée de la société ;
- Dissolution de la société ;
- Agrément des cessionnaires d'actions, dans les conditions prévues à l'article 11 des présents statuts ;
- Exclusion d'un associé ;
- Adoption ou modification de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un associé notamment en cas de changement de contrôle ou de fusion, scission ou dissolution d'une société associée.

Toute autre décision relève de la compétence du Conseil d'administration, sous réserve des pouvoirs propres du Président.

Sauf les cas ci-après prévus, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Conseil d'administration, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentiques ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant huit jour au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président ou, en cas de carence du Président, par au moins 25 % des associés.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés n'est pas obligatoire, elle peut toutefois être convoquée par l'associé demandeur.

En outre, le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite huit jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son Président de séance. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 50 % des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 75 % des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Pour toutes les assemblées ordinaires et extraordinaires, le droit de vote attaché aux actions est limité et déterminé comme suite :

- Le nombre de voix attribué à chaque associé est égal à celui des actions qu'il possède, sans que ce nombre ne puisse excéder dix voix,
- Le mandataire d'un associé dispose des voix de son mandant dans les mêmes conditions et limites,
- Cette limitation est imposée à toutes les actions, sans distinction de catégorie, autre que les actions à dividendes prioritaires sans droit de vote.

En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservées au siège social.

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés confirment leur vote en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- à la majorité des deux tiers des voix pour toutes décisions extraordinaires ayant pour effet de modifier les statuts,
- et à la majorité des voix pour toutes autres décisions ordinaires.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'expulsion des associés requièrent une décision unanime des associés.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés et celle de toute personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 22 – DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la société ainsi que de documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- les inventaires ;

- les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives ;
- les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 23 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

ARTICLE 24 – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

En application des dispositions de l'article L. 227-1, alinéa 3, du Code de commerce, le conseil d'administration établit un rapport spécial qui informe chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions comme relaté au second alinéa de l'article L. 225-184 dudit code.

Tous les documents sont mis à la dispositions du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 25 – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes par la collectivité des associés, reportés à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 26 – PAIEMENT DES DIVIDENDES – ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin d'un exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du conseil d'administration des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L.225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Il y aurait lieu à dissolution de la société, si la résolution soumise au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas l'approbation des associés statuant en assemblée générale extraordinaire.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fonds, la régularisation a eu lieu.

Sous réserve des dispositions de l'article L. 224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 28 – TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de chacun des associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

Dans le cas d'une transformation en société en commandite par actions, un commissaire à la transformation doit être nommé dans les conditions relatées à l'article L. 224-3 du Code de commerce.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

ARTICLE 29 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L. 227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président.

La dissolution met fin aux fonctions des administrateurs.

Les commissaires aux comptes conservent leur mandat.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « Société en liquidation » ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

La décision collective des associés est prise à la majorité requise pour les décisions extraordinaires.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation mais les créanciers peuvent faire opposition à cette dissolution comme relaté au deuxième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 30 – CONTESTATION

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction du Tribunal de Grande Instance compétent.

Statuts adoptés par l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} octobre 2007

RSM CCI CONSEILS
COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE,
DE CONTRÔLE, D'INFORMATION ET DE CONSEILS
Société d'Exercice Libérale par actions simplifiée
au capital de 1 600 000 €
Siège social : 2 bis, rue Tête d'Or – 69006 LYON
398 384 198 RCS LYON

EXTRAIT
PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 11 JUIN 2007

L'an deux mil sept,
Le onze juin,
A 18 heures 30.

Les administrateurs de la société RSM CCI CONSEILS se sont réunis en Conseil, au siège social, sur convocation du Président, faite conformément aux statuts.

.../...

EXAMEN DU PROJET DE FUSION AVEC LA SOCIETE « ARTUS »

Le Président expose au Conseil les motifs qui ont conduit à envisager une fusion par absorption de la société ARTUS par la société RSM CCI CONSEILS et l'intérêt de cette opération.

Ladite fusion intervient également dans le cadre d'une restructuration purement interne au groupe CCI et dans un souci de simplification des structures juridiques existantes.

Par ailleurs, il est précisé que cette fusion serait effectuée à l'issue de l'absorption par la société ARTUS de la société ARIES.

Puis il fait le point des négociations en cours et donne lecture au Conseil du projet de traité de fusion précisant les bases et réglant les modalités de la fusion.

Aux termes de ce projet, tous les éléments d'actif et de passif de la société ARTUS ont été évalués sur la base des comptes sociaux de la société ARTUS établis au 31 décembre 2006, après prise en compte :

- de la fusion par voie d'absorption de la société ARIES par la société ARTUS à réaliser préalablement à la présente fusion ;
- du mali technique de fusion d'un montant de 270.720 Euros constaté à l'occasion de la fusion par voie d'absorption de la société ARIES par la société ARTUS, intervenue préalablement à la fusion, objet des présentes ;
- de la neutralisation des opérations réciproques réalisées entre les sociétés ARTUS et ARIES.

Ces estimations ont permis d'évaluer les actifs apportés à 1 716 652 € et de déterminer, après déduction du passif pris en charge pour un montant de 801 801 €, la valeur nette des apports à 914 851 €.

En rémunération de cet apport net, 22.340 actions nouvelles de 16 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, seraient créées par la société RSM CCI CONSEILS à titre d'augmentation de son capital d'un montant de 357 440 €.

La différence entre la valeur nette comptable des biens apportés (914 851 €) et la valeur nominale des titres émis en contrepartie (357 440 €) représentera la prime de fusion qui s'élèverait à 557 411 €.

Le Président précise ensuite que, sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion, toutes les opérations traitées par la société ARTUS entre le 31 décembre 2006 et la date de la réalisation définitive de la fusion, seraient prises en charge par la société RSM CCI CONSEILS.

Sous la même condition, la société ARTUS serait dissoute de plein droit, sans liquidation, par transmission universelle de son patrimoine à la société RSM CCI CONSEILS, dans l'état dans lequel il se trouvera à la date de la réalisation définitive de l'opération.

La fusion prendrait également effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2007.

Le Président indique au Conseil que le comité d'entreprise, consulté sur la fusion, a donné un avis favorable à l'opération.

Puis le Président offre la parole aux administrateurs.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité, approuve le projet de fusion par voie d'absorption de la société ARTUS par la société RSM CCI CONSEILS, ainsi que le projet de traité de fusion tel qu'il vient de lui être présenté. A l'issue de cette fusion, la société RSM CCI CONSEILS conserverait les noms d'ARTUS et d'ARIES en nom commercial.

Il confère tous pouvoirs à son Président et/ou toute personne qu'il se substituerait, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet :

- de signer ledit projet de fusion,
- de signer la déclaration de conformité prévue par l'article L. 236-6 du Code de commerce, sous réserve de l'approbation de la fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société,
- d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres, et généralement faire tout ce qui sera nécessaire en vue de la conclusion et de la réalisation de la fusion.

.../...

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un Administrateur au moins.

Extrait certifié conforme par
Le Président,
M. Pierre-Michel MONNERET



"RSM CCI CONSEILS"

**COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE,
DE CONTRÔLE, D'INFORMATION ET DE CONSEILS**

**Société d'Exercice Libérale par actions simplifiée
au capital de 1.600.000 €
Siège social : 2 bis, Rue Tête d'Or
69006 LYON**

398 384 198 RCS LYON

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 11 JUIN 2007**

Le 11 juin Deux Mille Sept,
A 18 heures,

Les associés de la société RSM CCI CONSEILS se sont réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, 2 bis, Rue Tête d'Or 69006 LYON, sur convocation faite par lettre simple adressée le 23 mai 2007 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque actionnaire participant à l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire.

L'assemblée est présidée par Monsieur Pierre-Michel MONNERET, en sa qualité de président de la société.

M. Marcel LAROSE
M. Roland CARRIER

associés représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Mme Dominique HOERDT
est désignée comme secrétaire.

Monsieur Jacques CHARPIN, commissaire aux comptes de la société, régulièrement convoqué, est présent.

Les membres du Comité d'Entreprise sont absents.

Monsieur Nicolas BARIOZ assiste également à la réunion.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou ayant donné pouvoir possèdent 100.000 actions sur les 100.000 actions composant le capital social et ayant le droit de vote.

En conséquence, l'assemblée générale, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- les justificatifs des convocations régulières des associés et des membres du Comité d'entreprise,
- l'avis de réception et une copie de la lettre de convocation du commissaire aux comptes,
- la feuille de présence et la liste des associés,
- l'inventaire et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2006,
- le rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- les rapports du commissaire aux comptes,
- un exemplaire des statuts de la société,
- le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée.

Le président déclare que le texte des résolutions ainsi que tous les documents et informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les résolutions présentées à leur approbation ont été communiqués à chaque associé huit jours au moins avant la date de la présente assemblée, le tout conformément aux dispositions des statuts.

Il indique en outre que les mêmes documents et renseignements ont été communiqués dans les mêmes délais aux membres du comité d'entreprise.

A la suite de cette communication, il informe l'assemblée que le comité d'entreprise n'a présenté aucune observation.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

Ordre du jour relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

- Rapport du Conseil d'administration ;
- Décision triennale à prendre concernant l'actionnariat des salariés en application de l'article L. 225-129 du Code de Commerce
- Augmentation du capital social de 16.000 euros par la création de 1.000 actions nouvelles de numéraire ; conditions et modalités de l'émission,
- Autorisation d'augmentation du capital social au profit des salariés,
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration de réaliser l'augmentation de capital dans les conditions fixées par l'Assemblée,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le président déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social depuis la convocation de l'assemblée.

Puis le président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et constaté que le capital social était entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social de 16.000 euros pour le porter de 1.600.000 euros à 1.616.000 euros, par l'émission de 1.000 actions nouvelles de numéraire de 16 euros de nominal chacune.

Les actions nouvelles seront émises au prix de 50 euros par titre, comprenant 16 euros de valeur nominale et 34 euros de prime.

Elles seront libérées en totalité lors de leur souscription.

Les actions souscrites seront libérées par un versement en espèces.

Les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Elles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette même date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours ouvert le 1^{er} janvier 2007.

Les titulaires de droits de souscription jouiront d'un droit préférentiel de souscription à titre irréductible.

Les actionnaires pourront céder ou négocier leurs droits de souscription dans les mêmes conditions et limites que les actions auxquelles ils sont attachés.

Ils pourront aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée Générale prend acte que tous les actionnaires sont présents et que ces derniers font dès à présent savoir qu'ils renonceront à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription dès l'ouverture des souscriptions et ce au profit de Monsieur Nicolas BARIOZ.

L'Assemblée Générale décide que les souscriptions seront reçues au siège social à compter de ce jour jusqu'au 31 décembre 2007 inclus.

Si à cette date, la totalité des souscriptions et versements n'a pas été recueillie, la décision d'augmentation du capital sera caduque.

Toutefois, ce délai se trouvera clos par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite après renonciation individuelle à leurs droits de souscription des actionnaires.

Les fonds provenant des souscriptions en numéraire seront déposés à la banque :
LCL – Le Crédit Lyonnais – Agence KLEBER 45, Cours Franklin Roosevelt – 69006 LYON, qui établira le certificat du dépositaire prévu par l'article L. 225-146 du Code de commerce.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce de et dans le cadre de la présente augmentation de capital, de réserver aux salariés de la Société une augmentation de capital par émission d'actions de numéraire aux conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du travail.

Le prix de souscription unitaire des actions émises sera déterminé conformément aux méthodes objectives retenues en matière d'évaluation d'actions au moyen de la combinaison et de la pondération de la valeur mathématique et de la valeur de rentabilité calculée sur la base du dernier bilan, ainsi que des perspectives d'activité, le tout, sous le contrôle du Commissaire aux comptes.

L'assemblée générale décide de supprimer en faveur de ces salariés le droit préférentiel de souscription des actionnaires.

L'assemblée générale délègue au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires dans ce cadre à l'effet notamment de déterminer les dates et les modalités des émissions, fixer la date de jouissance des titres à émettre, le mode de libération des actions et généralement, prendre toutes dispositions utiles pour la bonne fin de l'émission envisagée, constater la réalisation de l'augmentation de capital et modifier corrélativement les statuts sociaux.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère au Conseil d'Administration tous les pouvoirs nécessaires pour réaliser l'augmentation de capital dans un délai maximum de dix-huit mois et, à cette fin, recevoir les souscriptions et effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, constater les libérations par compensation, procéder à la modification corrélatrice des statuts et généralement, prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au président et au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations pour remplir toutes formalités légales consécutives à l'adoption des résolutions qui précèdent.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Pour Extrait certifié conforme
Le président
M. Pierre-Michel MONNERET



« RSM CCI CONSEILS »

**COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE,
DE CONTROLE, D'INFORMATION ET DE CONSEILS**

**Société d'Exercice Libérale par Actions simplifiée
Au capital de 1.600.000 euros
Siège social : 2 bis, Rue Tête d'Or – 69006 LYON**

398 384 198 RCS LYON

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 10 SEPTEMBRE 2007**

L'an Deux Mille Sept
Le 10 septembre, à 14 heures 30,

Les administrateurs de la société RSM CCI CONSEILS se sont réunis en Conseil, 2 bis, Rue Tête d'Or 69006 LYON, sur convocation du Président, faite conformément aux statuts.

Il résulte du registre de présence qu'à cette réunion :

Sont présents ou représentés :

Monsieur Pierre-Michel MONNERET
Monsieur Marcel LAROSE
Monsieur Roland CARRIER
Monsieur François de BUSTAMANTE
Monsieur Jean-Louis FOUBERT
Monsieur Alain GRILLE
Monsieur Jean-Pierre HORTEUR
Monsieur Jean-Marc PENNEQUIN
Monsieur Jean-Yves PERROT
Monsieur Michel PITIOT
Monsieur Jean-Michel REY
Monsieur Alain ROUX
Monsieur Albert SERVAN

Enregistré à : S.I.E. LYON 8° - VENISSIEUX

Le 18/09/2007 Bordereau n°2007/1 452 Case n°35

Ext 9607

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent

Sylvie Ducroux
Agent de Constatation Principal

DUPLICATA

Mademoiselle Julie TIMOTEO et Monsieur Houssam HAMZE membres du Comité d'entreprise régulièrement convoqués, sont *absents*

Le Conseil, réunissant le quorum requis, peut délibérer valablement.

Monsieur Pierre-Michel MONNERET préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur *Alain GRILLE*
remplit les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal des délibérations de la précédente réunion et le Conseil adopte ce procès-verbal.

Le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital social d'un montant de 16.000 euros par création de 1.000 actions nouvelles de numéraire, décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 11 juin 2007,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

EXPOSE

Le Président rappelle que l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 11 juin 2007 a décidé d'augmenter le capital social d'un montant de 16.000 euros, par la création de 1.000 actions nouvelles de 16 euros de nominal chacune, et a fixé les conditions et modalités de cette augmentation de capital comme suit :

Les actions nouvelles devaient être émises au prix de 50 euros par titre, comprenant 16 euros de valeur nominale et 34 euros de prime.

Elles devaient être libérées en totalité lors de leur souscription par des versements en espèces.

Le délai de souscription serait ouvert du 11 juin 2007 au 31 décembre 2007 inclus.

Les actions nouvelles seraient créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

En cas de distribution de dividendes au titre de l'exercice en cours, les actions nouvelles donneraient droit à dividendes.

Elles seraient complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

La souscription des 1.000 actions nouvelles était réservée par préférence aux actionnaires anciens ou aux bénéficiaires de droits de souscription qui pouvaient souscrire à titre irréductible.

Tous les actionnaires régulièrement avisés de leur droit de préférence à la souscription des actions nouvelles, avaient fait savoir qu'ils renonceraient à titre individuel à leur droit de souscription dès l'ouverture des souscriptions et ce au profit de Monsieur Nicolas BARIOZ.

REALISATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL.

Le Conseil constate que :

- Tous les actionnaires ont renoncé individuellement à leur droit préférentiel de souscription au profit de Monsieur Nicolas BARIOZ ;
- Monsieur Nicolas ayant accepté l'ensemble des renonciations faites à son profit, a souscrit les 1.000 actions nouvelles de 16 euros de nominal chacune. En conséquence toutes les actions ayant été

souscrites avant l'expiration du délai de souscription, celui-ci s'est trouvé clos par anticipation le 5 juillet 2007.

- le souscripteur s'est libéré de sa souscription par un versement en espèces. Les fonds ont ensuite été déposés à la banque LCL – Le Crédit Lyonnais – Agence KLEBER 43, Cours Franklin ROOSEVELT – 69006 LYON, qui a établi le certificat de dépôt prévu par la loi dont un exemplaire est annexé aux présentes, sur présentation du bulletin de souscription.

Le Président soumet à l'examen du Conseil l'ensemble des documents précités.

MODIFICATION DES STATUTS.

Le Président propose au Conseil de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Après avoir pris connaissance des documents que son Président lui a présentés, le Conseil d'Administration, à l'unanimité :

- constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital à la date du certificat du dépositaire, soit le 19 juillet 2007,

- décide de modifier les articles 6- « Apports » et 7 – « Capital social » des statuts de la manière suivante :

ARTICLE – 6 APPORTS

Adjonction d'un paragraphe V :

V .L'assemblée Générale Mixte du 11 juin 2007 a décidé d'augmenter le capital social de 16.000 euros pour le porter de 1.600.000 euros à 1.616.000 euros, par l'émission de 1.000 actions nouvelles de numéraire émises au prix de 50 euros par titre, comprenant 16 euros de valeur nominale et 34 euros de prime, à libérer par des versements en espèces.

Le Conseil d'Administration réuni le 10 septembre 2007 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale du 11 juin 2007.

ARTICLE – 7 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 1.616.000 euros. Il est divisé en 101.000 actions de 16 euros chacune, de même catégorie.

Le Conseil donne tous pouvoirs à son Président ou à toute personne qu'il se substituerait pour remplir toutes formalités de publicité ou autres prescrites par la loi.

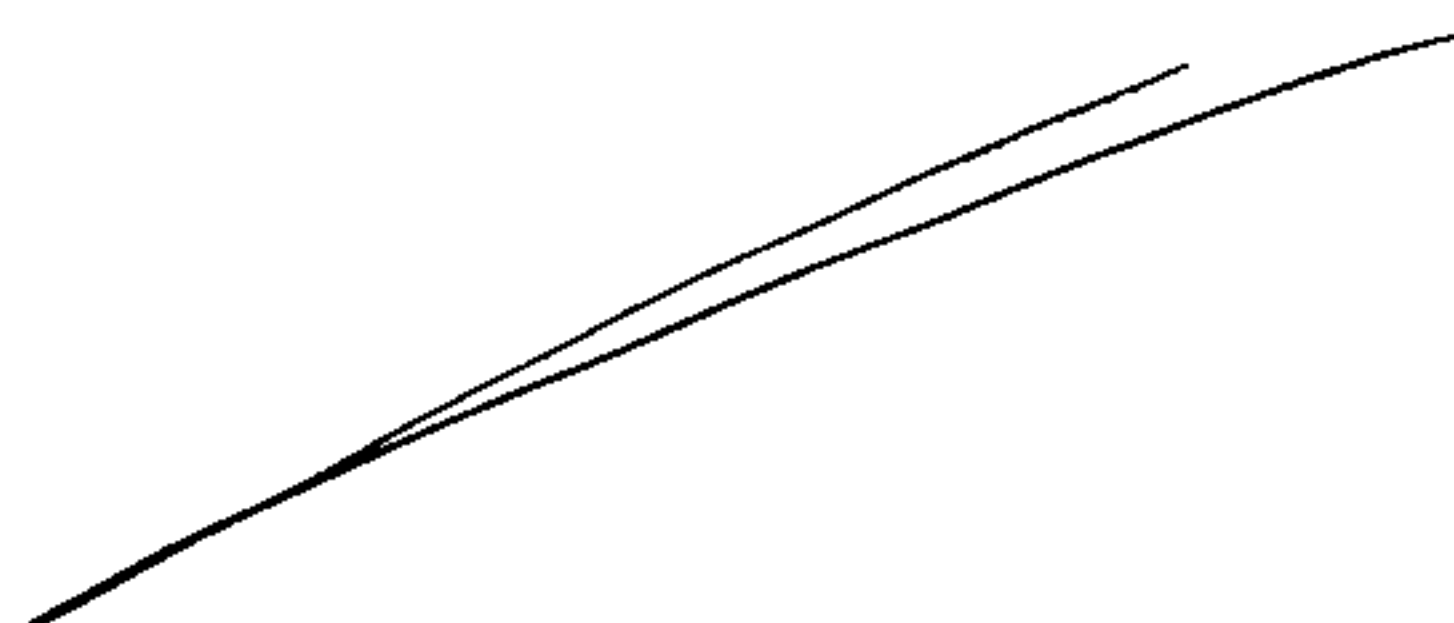
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un Administrateur au moins.

Le Président



Un Administrateur



RSM CCI CONSEILS
COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE,
DE CONTRÔLE, D'INFORMATION ET DE CONSEILS
Société d'Exercice Libérale par actions simplifiée
au capital de 1 616 000 euros
Siège social : 2 bis, rue Tête d'Or – 69006 LYON
398 384 198 RCS LYON

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 1^{ER} OCTOBRE 2007

L'an deux mil sept,
Le premier octobre,
A 14 heures 30.

Les associés de la société RSM CCI CONSEIL, Société d'Exercice Libérale par actions simplifiée au capital de 1 616 000 euros, divisé en 101.000 actions de 16 euros chacune, dont le siège est 2 bis, rue Tête d'Or – 69006 LYON, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par lettre simple adressée le 21 septembre 2007 à chaque associé.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque associé présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Pierre-Michel MONNERET, en sa qualité de Président de la Société.

Monsieur Nicolas BARIOZ et Monsieur Alain ROUX, les deux associés représentant tant par eux-même que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Madame Dominique HOERDT est désignée comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent 101.000 actions sur les 101.000 ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum requis, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Monsieur Jacques CHARPIN, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 21 septembre 2007, est absent.

Mademoiselle Julie TIMOTEO et Monsieur Houssam HAMZE, membres du Comité d'entreprise, assistent à l'assemblée.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie des lettres de convocation adressées aux associés,
- la copie et les avis de réception des lettres de convocations des membres du Comité d'entreprise,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des associés représentés, et la liste des associés,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- un exemplaire du projet de fusion avec la société ARTUS et ses annexes,
- les certificats de dépôt du projet de fusion au greffe du Tribunal de commerce de Lyon
- un exemplaire du journal d'annonces légales « L'Essor du Rhône » en date du 22 juin 2007 portant publication de l'avis de projet de fusion,
- le rapport du Conseil d'administration,
- l'avis du Comité d'entreprise,
- les rapports du Commissaire à la fusion,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social dans les délais et conditions requis.

Par ailleurs, le Président précise que les documents visés à l'article R. 236-3 du Code de commerce et établis dans le cadre de la fusion ARTUS/RSM CCI CONSEILS, et qu'il énumère, ont été mis à la disposition des associés, au siège social, un mois au moins avant la date de la présente assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration sur le projet de fusion,
- Lecture des rapports du Commissaire à la fusion,
- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société ARTUS par la société RSM CCI CONSEILS ; approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération ; augmentation du capital social,
- Affectation de la prime de fusion,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Modification de l'article 14 des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est donné lecture du rapport du Conseil d'administration et de l'avis du Comité d'entreprise.

Puis il est donné lecture du projet de fusion et des rapports du Commissaire à la fusion sur les modalités de la fusion et sur l'évaluation des apports en nature.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, de l'avis du Comité d'entreprise et des rapports du Commissaire à la fusion,
- après avoir pris connaissance du projet de fusion, signé le 21 juin 2007, avec la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES), société anonyme au capital de 200 000 euros, dont le siège est 2 bis, rue de la Tête d'Or – 69006 LYON, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 379 928 666, aux termes duquel la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) fait apport à titre de fusion à la société RSM CCI CONSEILS, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2007, de la totalité des éléments constituant son actif évalué à 1 716 652 €, contre la prise en charge de son passif évalué à 801 801 €, en sorte que l'actif net apporté s'élève à 914 851 €,
- après avoir pris connaissance de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) du projet de fusion susvisé,

approuve dans toutes ses dispositions ce projet de fusion et ses annexes intervenu avec la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) sous réserve de l'approbation de l'évaluation de ces apports,

et décide, sous la même réserve, d'augmenter le capital social de 357 440 € pour le porter de 1 616 000 € à 1 973 440 €, par création de 22 340 actions nouvelles de 16 € de valeur nominale, entièrement libérées, lesdites actions étant réparties entre les actionnaires de la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) à raison de 0,8936 action de la société RSM CCI CONSEILS pour 1 action de la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) et assimilées aux actions anciennes, étant précisé que les actionnaires de la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) feront leur affaire personnelle des rompus, le cas échéant.

La différence entre la valeur nette des biens apportés (914 851 €) et la valeur nominale globale des actions rémunérant cet apport (357 440 €), soit 557 411 €, sera inscrite au passif du bilan à un compte intitulé "Prime de fusion" sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux de la société absorbante.

Sur le plan fiscal, et en tant que de besoin pour bénéficier du régime fiscal de faveur, la société RSM CCI CONSEILS reprend tous les engagements qui auraient été antérieurement pris, le cas échéant, en la matière par la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES), société absorbée, au titre d'opérations d'apports ou de fusions soumises au régime de faveur des fusions-scissions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire à la fusion sur l'évaluation des apports, approuve les apports effectués par la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES), l'évaluation qui en a été faite, la rémunération de la fusion selon le rapport d'échange de 0,8936 action de la société RSM CCI CONSEILS pour 1 action de la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) et l'augmentation de capital qui en résulte.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que, par suite de l'adoption de la résolution qui précède, l'augmentation de capital résultant de l'apport-fusion se trouve définitivement réalisée.

En outre, l'Assemblée Générale prenant acte, d'une part, de ce que l'assemblée générale extraordinaire de la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) réunie ce même jour préalablement à la présente assemblée a approuvé la présente fusion, et d'autre part, de la réalisation des conditions suspensives prévues au projet de fusion en date du 21 juin 2007, constate la réalisation définitive de ladite fusion et la dissolution sans liquidation de la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, comme conséquence de l'augmentation de capital, de modifier les articles 6 et 7 des statuts comme suit :

Article 6 – APPORTS

Il est inséré un paragraphe VI rédigé ainsi qu'il suit

« VI. Aux termes d'un projet de fusion en date du 21 juin 2007, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} octobre 2007, la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) (379 928 666 RCS LYON) a fait apport-fusion à la société RSM CCI CONSEILS de la totalité de son actif moyennant la prise en charge de son passif ; l'actif apporté s'est élevé à 914 851 €. Il a été rémunéré par une augmentation de capital de 357 440 € par création de 22 340 actions nouvelles de 16 € de valeur nominale chacune. »

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Cet article est désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme de 1 973 440 euros, divisé en 123.340 actions de 16 € chacune, entièrement libérées et de même catégorie. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à Monsieur Pierre-Michel MONNERET et/ou toute personne qu'il se substituera, pouvant agir ensemble ou séparément, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport et de fusion par eux-mêmes ou par un mandataire par eux désigné, et en conséquence :

- de réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la société absorbante, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de la société ARTUS (nouvellement dénommée ARIES) à la société RSM CCI CONSEILS,

- d'imputer, le cas échéant, sur la prime de fusion, l'ensemble des frais, droits, taxes, impôts et honoraires consécutifs à la fusion,
- de remplir toutes formalités, faire toutes déclarations auprès des administrations concernées, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque ; en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances,
- aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs, et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier ainsi qu'il suit le cinquième alinéa de l'article 14 des statuts :

« ARTICLE 14 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

.../...

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, dans les limites énoncées à l'article 21 ci-après.

.../... »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

* * *

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.


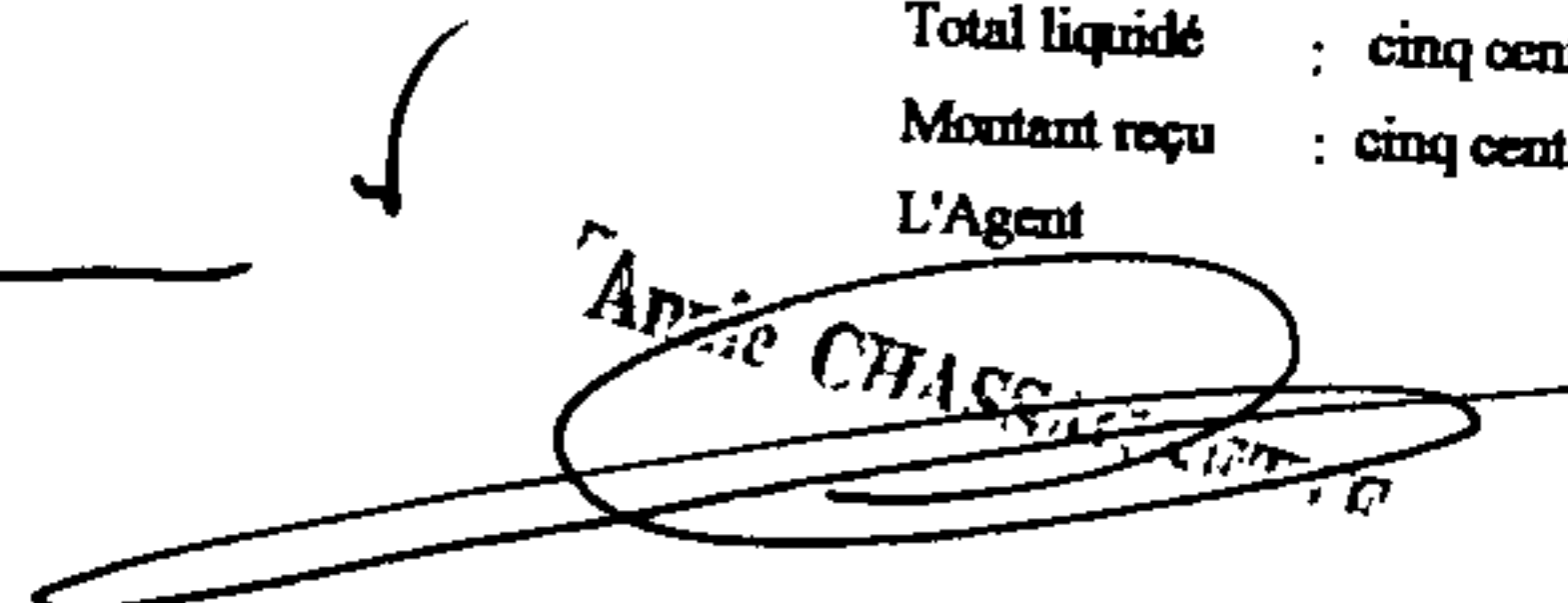
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Copie certifiée conforme par
Le Président,
M. Pierre-Michel MONNERET

Enregistré à : S.I.E. LYON 8° - VENISSIEUX
Le 11/10/2007 Bordereau n°2007/1 576 Case n°3
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agent

Ext 10440

DUPLICATA



CREDIT LYONNAIS
Agence KLEBER 1032
43, Cours Franklin Roosevelt
69 006 LYON
CHAILLAN Yoann
Tel : 0 820 823 190
Fax : 04 78 93 30 72

Lyon le 19 Juillet 2007

Monsieur, Madame

Par ce courrier, nous attestons que Mr BARIOZ Nicolas, a bien déposé un chèque de 50 000 € le 07 juillet 07 sur son compte courant en nos livres.

A ce jour, Mr BARIOZ Nicolas possède toujours cette somme que nous virons ce jour, a la vue du bulletin de souscription daté du 5 juillet 07, sur le compte BNP PARIBAS (agence Lyon métropole Entreprises) de la SELAS RSM CCI Conseils en vue de la souscription de 1000 Actions nouvelles de cette société.

Cette attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

CREDIT LYONNAIS

Agence KLEBER 1032

43, Cours Franklin Roosevelt

69006 LYON

Tél. 0 820 823 190

DECLARATION DE REGULARITE
ET DE CONFORMITE

Les soussignés :

- Monsieur Alain ROUX, agissant en qualité Président Directeur Général de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS), société anonyme au capital de 200 000 euros, dont le siège social est 2 bis, rue Tête d'Or – 69006 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 379 928 666,

dûment habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 11 juin 2007,

et

- Monsieur Pierre-Michel MONNERET, agissant en qualité de Président de la société RSM CCI CONSEILS « COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE COMPTABILITE DE CONTROLE D'INFORMATION ET DE CONSEILS », société d'exercice libérale par actions simplifiée au capital de 1 973 440 euros, dont le siège social est 2 bis, rue Tête d'Or – 69006 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 398 384 198,

dûment habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu des délibérations du Conseil d'Administration de la Société en date du 11 juin 2007.

Font les déclarations prévues par les articles L. 236-6 et R. 236-4 du Code de commerce, à l'appui de la demande d'inscription modificative au Registre du commerce et des sociétés, déposée au Greffe du Tribunal de commerce de Lyon, qui seront précédées de l'exposé ci-après :

EXPOSE

1° Les Conseils d'Administration de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS) et de la société RSM CCI CONSEILS, réunis le 11 juin 2007, ont arrêté un projet de traité de fusion entre les deux sociétés et donné chacun à son Président et/ou administrateur les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises.

Le projet de traité de fusion des deux sociétés ARIES (anciennement dénommée ARTUS) et RSM CCI CONSEILS a été signé suivant acte sous seing privé en date du 21 juin 2007 par Monsieur Pierre-Michel MONNERET en sa qualité de Président Directeur Général de la société RSM CCI CONSEILS, et Monsieur Jean-Louis FOUBERT en sa qualité d'administrateur de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS).

Ce projet de traité contenait toutes les indications prévues par l'article R. 236-1 du Code de commerce, notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS), le rapport d'échange des droits sociaux.



2° Sur requête conjointe des dirigeants des sociétés ARIES (anciennement dénommée ARTUS) et RSM CCI CONSEILS, Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Lyon a, par ordonnance en date du 15 juin 2007, désigné Monsieur Jean BACHELET en qualité de Commissaire à la fusion des sociétés ARIES (anciennement dénommée ARTUS) et RSM CCI CONSEILS.

3° Deux exemplaires du projet de fusion ont été déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Lyon le 21 juin 2007 pour les sociétés ARIES (anciennement dénommée ARTUS) et RSM CCI CONSEILS.

4° L'avis prévu par l'article R. 236-2 du Code de commerce a été publié dans le journal d'annonces légales « L'Essor du Rhône » en date du 22 juin 2007 pour les sociétés ARIES (anciennement dénommée ARTUS) et RSM CCI CONSEILS.

La publication de cet avis n'a été suivie d'aucune opposition à la fusion émanant de créanciers sociaux, dans le délai de 30 jours prévu par la réglementation.

5° Le projet de fusion, le rapport des conseils d'administration de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS) et de la société RSM CCI CONSEILS, les rapports du Commissaire à la fusion et les documents énumérés à l'article R. 236-3 du Code de commerce, ont été mis à la disposition des actionnaires et des associés de chacune des sociétés, au siège social, un mois avant la réunion des assemblées générales extraordinaires appelées à se prononcer sur la fusion.

En outre, le rapport du Commissaire à la fusion sur l'évaluation des apports en nature a été déposé au Greffe du tribunal de commerce de Lyon dans les délais réglementaires.

6° L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS), réunie le 1^{er} octobre 2007, a approuvé le projet de fusion avec la société RSM CCI CONSEILS et décidé que la société serait dissoute et liquidée de plein droit au jour de la réalisation de la fusion décidée par la société RSM CCI CONSEILS et de l'augmentation de capital corrélative de cette dernière.

7° L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société RSM CCI CONSEILS réunie le 1^{er} octobre 2007, postérieurement à l'Assemblée Générale de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS), a :

- approuvé le projet de fusion,
- décidé, en conséquence, d'augmenter le capital social d'une somme de 357 440 € et de modifier corrélativement les articles 6 et 7 des statuts,
- constaté la réalisation définitive de la fusion ainsi que la dissolution sans liquidation de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS).

8° L'avis prévu par l'article R. 210-9 du Code de commerce pour la réalisation de la fusion et l'augmentation de capital de la société RSM CCI CONSEILS et l'avis prévu par l'article R. 237-3 du Code de commerce pour la dissolution de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS) ont été publiés dans le journal d'annonces légales *LE TOUT LYON*

en date du **13 OCT. 2007**

Cet exposé étant fait, il est passé à la déclaration ci-après:

DECLARATION

Les soussignés, ès-qualités, déclarent sous leur responsabilité et les peines édictées par la loi que les opérations de fusion et d'augmentation de capital relatées ci-dessus, ainsi que les modifications corrélatives des statuts ont été décidées et réalisées en conformité de la loi et des règlements.

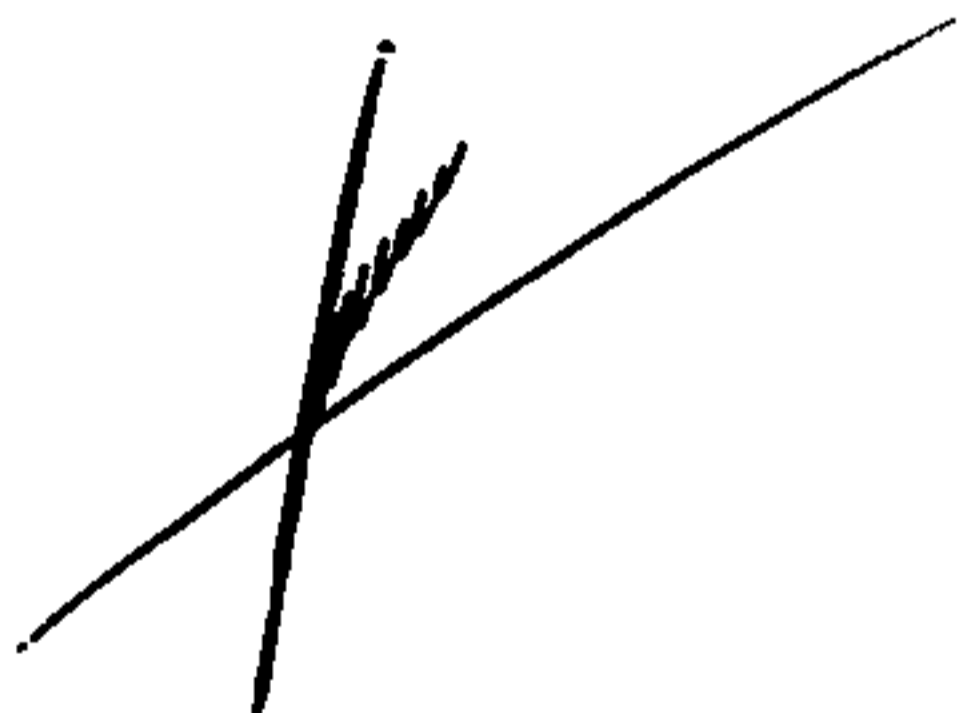
Seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Lyon, avec deux exemplaires de la présente déclaration :

- deux copies certifiées conformes du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS) du 1^{er} octobre 2007,
- deux copies certifiées conformes et enregistrées du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société RSM CCI CONSEILS du 1^{er} octobre 2007,
- deux copies certifiées conformes des statuts mis à jour de la société RSM CCI CONSEILS.

La présente déclaration est établie conformément aux dispositions de l'article L. 236-6 du Code de commerce afin de parvenir à la modification des termes de l'inscription au Registre du commerce et des sociétés de la société RSM CCI CONSEILS et à la radiation de la société ARIES (anciennement dénommée ARTUS) du Registre du commerce et des sociétés.

Fait à Lyon,
Le **13 OCT. 2007**
En six exemplaires.

ARIES (anciennement dénommée ARTUS)
M. Alain ROUX



RSM CCI CONSEILS
M. Pierre-Michel MONNERET

